

Mesdames,

Messieurs les journalistes,

Si l'on n'y prend pas garde, le pays risque de devenir un havre de la mafia, un terrain propice au chantage et à la liquidation des insoumis. Paradoxal. Au moment où d'aucun croyaient que la situation tend à se normaliser et que les Burundais s'apprêtent finalement à récolter les dividendes d'un long et laborieux processus de paix, il devient incompréhensible d'assister à des scènes aussi horribles et terrifiantes.

La machine à tuer serait encore bien huilée : selon des sources concordantes, des listes des Leaders de la Société civile à éliminer seraient élaborées et régulièrement mises à jour par des services secrets et certaines autorités publiques assimilent faussement les activistes de la société civile aux opposants politiques. Bien d'autres indices participent de cette grisaille au chapitre sécuritaire : chasse et meurtre rituel des albinos, entraînements paramilitaires de la ligue des jeunes du parti présidentiel (cas des provinces de Kirundo et Makamba), laxisme et/ou incompétence des services de sécurité en matière d'enquête et de protection de la population, instrumentalisation de la justice, impunité des crimes, etc.

En brossant cet inquiétant tableau, notre intention n'est pas de remuer simplement le couteau dans la plaie, mais de rappeler une fois de plus que nous, les organisations de la société civile, constituons la « voix des sans voix ». C'est aussi en tant que partenaires sur les vastes chantiers de la paix et du développement socioéconomique que nous nous sentons obligés de rappeler que la sécurité des personnes et des biens est une obligation du Gouvernement conformément à la Constitution de la République du Burundi et d'autres textes internationaux qu'il a déjà ratifiés.

Ainsi, eu égard à tout ce qui précède et spécialement en ce qui concerne l'assassinat du Vice Président de l'OLUCOME, Monsieur Ernest MANIRUMVA, nous venons d'adresser une lettre ouverte au Président de la République pour lui demander d'user de son pouvoir constitutionnel pour mettre fin à ces assassinats et ces intimidations ; de commanditer une enquête mixte indépendante sur cet assassinat dans la fraîcheur des faits afin que le mobile soit élucidé et que les commanditaires et les exécutants de cet ignoble crime soient identifiés et traduits en justice ; de reconnaître feu Ernest MANIRUMVA, comme Héros national de la bonne gouvernance au Burundi .

Je vous remercie.

